

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi matin, 13 juin 2017

Direction des finances

54 2016.RRGR.1033 Motion 237-2016 Streit-Stettler (Berne, PEV) Données ouvertes et logiciels libres

N° de l'intervention: 237-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 30.11.2016
Déposée par: Streit-Stettler (Berne, PEV) (porte-parole)
Alberucci (Ostermundigen, pvl)
Machado Rebmann (Berne, LAVerte)
Zaugg-Graf (Uetendorf, pvl)
Cosignataires: 15
N° d'ACE: 390/2017 du 26 avril 2017
Direction: Direction des finances

Données ouvertes et logiciels libres

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants:

1. Rendre ses données ne présentant aucun risque pour la sécurité et ne compromettant pas la protection de la personnalité librement accessibles sur un portail de données ouvertes.
2. Mettre en place un portail des logiciels libres qui permettra au canton et aux communes d'échanger leurs développements.

Développement:

Chiffre 1

D'après la stratégie Open Government Data (OGD) du Conseil fédéral, le libre accès aux données publiques dont l'utilisation n'est pas limitée pour des raisons inhérentes à la sécurité ou à la protection de la personnalité favorise la démocratie et l'efficacité des autorités et stimule l'innovation. Or, aujourd'hui, il est difficile pour les acteurs de l'économie et la population de trouver les données géographiques, environnementales ou financières du canton de Berne sans devoir s'adresser aux autorités compétentes. Ce n'est plus acceptable à notre époque.

La Confédération s'est dotée d'une Stratégie en matière de libre accès aux données publiques en Suisse et a créé opendata.swiss, un portail sur lequel la Confédération, les entreprises de droit public (CFF), les cantons et les communes peuvent publier leurs données librement accessibles sur les thèmes les plus divers. Les cantons de Bâle-Ville et de Zurich pratiquent également la politique des données ouvertes et ont déjà adopté une stratégie OGD. Les deux cantons utilisent opendata.swiss.

Le canton de Berne ne peut pas se permettre de rater le coche. S'il veut s'imposer auprès des milieux économiques comme un partenaire innovateur et transparent, il doit lui aussi rendre systématiquement ses données librement accessibles. Il est inutile de créer une nouvelle plateforme, il suffit qu'il utilise opendata.swiss.

Chiffre 2

Pour mettre en œuvre la motion 177-2013, «Exploiter les synergies dans le développement et l'utilisation de logiciels», adoptée par 130 voix sans opposition, le canton doit mettre à disposition sur un portail ses développements propres sous licence Open Source. Pour ce faire, il peut soit utiliser un portail existant comme GitHub, soit ouvrir son propre portail.

Lorsque différentes collectivités développent ensemble des applications spécialisées, elles y trouvent plusieurs avantages: les frais d'évolution du système, souvent plus onéreux que l'acquisition, sont partagés. Les tests de sécurité et de stabilité sont encore plus sérieux lorsque le logiciel est utilisé par plusieurs collectivités. Plus il est diffusé, plus il a de chances de devenir un logiciel standard, ce qui présente des avantages supplémentaires.

CAMAC, l'application Web pour la gestion des permis de construire, est un bon exemple. Cette plateforme est actuellement utilisée par Vaud, le Tessin, Neuchâtel, Uri, Bâle-Ville, le Jura, Genève et Fribourg. Tous ces cantons collaborent à l'évolution de la plateforme avec l'aide d'un partenaire externe.

Un avis de droit d'août 2016, commandé par le canton de Berne, montre que les logiciels développés par l'administration cantonale et les communes elles-mêmes ou sur commande peuvent être mis à disposition sous licence Open Source. Cette solution a tout son sens dans le cas des nombreuses applications que les collectivités utilisent à des fins similaires. Par ailleurs, elle ne ferme pas le marché aux sociétés de services informatiques, bien au contraire. Le développement des logiciels exige en effet l'intervention de programmeurs et d'architectes logiciel hautement qualifiés et met en concurrence non seulement les grands groupes internationaux, mais aussi les entreprises locales.

Réponse du Conseil-exécutif

Chiffre 1

Le «Open Government Data» (OGD) est la mise à disposition des données administratives publiques de sorte qu'elles puissent être librement consultées et exploitées. Cette démarche part de l'idée que l'accès public aux données et informations crée davantage de transparence et de confiance, tout en favorisant la coopération et le développement économique.

Le Conseil-exécutif se félicite du débat ouvert autour de la pertinence de ces données, ainsi que des efforts de la Confédération pour développer des stratégies et des instruments propres à accélérer la mise à disposition de données de l'administration publique et, du même coup, à favoriser une utilisation plus large de ces informations.

La Conférence des statistiques du canton de Berne suit donc depuis longtemps la réflexion et les travaux relatifs à l'OGD, entretient des relations en la matière, participe ponctuellement aux travaux sur des sujets précis et est représentée au sein du groupe spécialisé «OGD Suisse» par l'Office d'informatique et d'organisation (OIO). D'après une étude que la conférence a réalisée en 2013, le canton pourrait en principe se rattacher au portail OGD fédéral. Toutefois, comme les statistiques cantonales reposent sur une organisation décentralisée, le canton de Berne aurait pour cela besoin de beaucoup plus de ressources qu'il n'en faut en moyenne aux autres cantons. En outre, il reste encore beaucoup de points à régler au niveau de «OGD Suisse», si bien que le rattachement de données du canton de Berne au portail suisse de données ouvertes n'a pas d'intérêt pour l'instant, pas plus que la création d'un portail OGD bernois. Enfin et surtout, il faut là aussi veiller à développer des solutions efficaces et adaptées, éviter tout ce qui fait double emploi et garantir la qualité de cette nouvelle offre (de données). Dans la mesure de ses possibilités, le canton de Berne continuera donc à participer avec intérêt à la réflexion et aux travaux sur le sujet.

Il ne faut cependant pas oublier que cette nouvelle offre, qui suppose des formats numériques, s'adresse à des cercles encore relativement restreints de spécialistes des données. Dans l'idéal, ceux-ci joueront un rôle de propagateurs. Néanmoins, il est indispensable que les données de l'administration publique ne soient pas réservées à ces groupes cibles spécifiques, mais qu'elles soient mises à la disposition du grand public. Cet objectif nécessite d'autres canaux et formats. En signant la Charte de la statistique publique de la Suisse, le canton de Berne s'est notamment engagé à répondre aux besoins d'informations statistiques d'intérêt général de la société et à les mettre à disposition du public sous une forme adaptée.

Dans un esprit d'ouverture des données et de promotion de la transparence, et parallèlement à la réflexion menée sur la création et l'extension d'un portail OGD Suisse, le canton de Berne va donc pour le moment consacrer ses ressources limitées au développement de son offre actuelle de données et d'informations à destination du grand public, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de ces données, et veiller à ce que cette offre puisse être facilement et gratuitement accessible et exploitable par le plus grand nombre (données ouvertes pour tous). Lorsque l'on disposera d'un projet abouti ou d'une solution nationale, ces données, parmi d'autres, pourront aussi être mises à disposition sur cette base dans un format numérique via le portail opendata.swiss (données ouvertes conformément à la Stratégie OGD Suisse).

Le Conseil-exécutif prévoit de définir une nouvelle stratégie de cyberadministration pour le canton de Berne, et profitera de cette occasion pour réétudier de manière approfondie la question d'une participation active au portail OGD Suisse commun et, le cas échéant, d'une intégration des données cantonales sur ce portail.

Proposition: adoption sous forme de postulat

Chiffre 2

Il est vrai que dans un avis de droit commandé par l'OIO, les professeurs Poledna et Schlauri¹ concluent que le canton de Berne peut aujourd'hui à certaines conditions, sans avoir à changer sa législation, publier les logiciels qui lui appartiennent en open source (OSS).

Pour mettre en œuvre la motion 177-2013, en 2017 l'OIO va donc concevoir un service, sur lequel les autorités responsables des différentes applications spécialisées de l'administration pourront publier ces applications en open source si elles estiment que cela sert la sécurité et l'économicité de l'accomplissement des tâches de l'administration. La publication en open source satisfait notamment à ces deux critères en accroissant le nombre de développeurs et développeuses de l'application, ce qui réduit la dépendance vis-à-vis de ses concepteurs et conceptrices et crée une situation de concurrence pour l'adjudication des marchés de maintenance et de développement. La publication en open source peut aussi contribuer à accélérer l'identification des failles de sécurité et leur résolution. Par contre, l'Etat n'a toujours pas le droit de développer des logiciels open source à destination du public tant que cela ne fait pas partie de sa mission. Cette démarche constituerait une intervention inadmissible sur le marché privé des logiciels, qui nécessiterait d'être définie comme tâche publique par une base légale formelle.

Il n'a pas encore été décidé sur quelle plateforme ce service sera mis en place (plateforme existante, comme GitHub, ou propre au canton et à créer). Comme le recommande l'avis de droit, il va en outre falloir donner un fondement légal à la publication d'OSS, en l'inscrivant dans une ordonnance. Il est prévu de réaliser ces travaux dans le cadre de l'adaptation d'ordonnances sur l'organisation de l'administration, qui doit avoir lieu cette année suite au programme d'harmonisation des TIC «IT@BE».

Proposition: adoption

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: adoption sous forme de postulat

Chiffre 2: adoption

La présidente. Wir kommen zu Traktandum 54. Es ist eine Motion von Frau Grossrätin Streit. Die Motion wird von der Regierung punktwise als Motion beziehungsweise als Postulat angenommen. Das bedeutet, dass wir ziffernweise abstimmen werden. Wir führen eine freie Debatte. Ich gebe der Motionärin das Wort.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Zuerst möchte ich dem Regierungsrat herzlich für seine doch hauptsächlich positive Antwort auf unsere Motion danken. Vor allem finden wir sehr erfreulich, dass er Ziffer 2 als Motion annehmen will. Damit kann der Kanton Bern substanziell Steuergelder sparen und Innovation fördern. So setzt er die Motion «Synergien beim Software-Einsatz im Kanton Bern nutzen», die der Grosse Rat 2014 einstimmig angenommen hatte, konkret um. Nicht ganz nachvollziehbar ist für uns Motionäre, dass der Regierungsrat Ziffer 1 nur als Postulat annehmen will. Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, dass er das bisherige Angebot an Daten und Informationen für die breite Öffentlichkeit weiter ausbauen will. Damit er das kann, muss er die Daten auch aufbereiten. Das Einzige, was wir zusätzlich verlangen, ist das Hochladen der Daten auf das Open-Government-Data-Portal. Das ist im Verhältnis auch kostenmässig ein sehr kleiner Aufwand im Vergleich zum Nutzen für die Bürgerinnen und Bürger und vor allem auch zum Nutzen für die Wirtschaft. Unternehmen, die im Kanton Bern wirtschaften, beziehungsweise in den Kanton Bern ziehen wollen, sollen wichtige Daten nicht zusammensuchen müssen, sondern von uns präsentiert erhalten. Im Zeitalter der «Push-Nachrichten» ist das angebracht. Wir haben eine Bringschuld und nicht die Unternehmen eine Holschuld.

Die Kantone Zürich, Basel-Stadt, St. Gallen und Genf sind alles Kantone mit einer starken Wirtschaft. Sie publizieren ihre Daten bereits auf «Open Data Swiss». Jetzt geht es darum, dass auch der Kanton Bern die Zeichen der Zeit erkennt und wie die anderen grossen und starken Kantone auf der Plattform Open Data Swiss seine Daten publiziert.

Der Regierungsrat sagt, die Technologie sei nicht ausgereift. Das stimmt nicht: Die Technologie ist bereits seit vier Jahren in Betrieb und funktioniert bestens. Jetzt ist auch der richtige Zeitpunkt. Viel-

¹ Voir communiqué de presse du 29 août 2016:

http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen/suche.meldungNeu.html/portal/fr/meldungen/mm/2016/08/20160826_1438_nachrichten_aus_derverwaltung#portalnavrrcsubeleme_CONVERT_7de3c76c944748f9a637c1d2c3a43668 04.07.2017

fach wird bei Vorstössen argumentiert, es sei nicht der richtige Zeitpunkt. Aber für unseren Vorstoss stimmt der Zeitpunkt, um Ziffer 1 anzunehmen. Sie wissen alle, dass die ICT im Kanton Bern im Umbruch ist. Das betrifft nicht nur die Grundversorgung. Man ist dabei, eine E-Government-Strategie zu erarbeiten. Man ist dabei, auch die Archivierung zu digitalisieren. Jetzt ist also auch der richtige Zeitpunkt, um sich zu überlegen, wie man die Daten den Bürgerinnen und Bürgern zur Verfügung stellen will. Wir haben bekanntlich schon lange seit Inkrafttreten der neuen Verfassung vor etwa 20 Jahren das Öffentlichkeitsprinzip und rühmen uns dafür. Aber was heisst das konkret? Was bedeutet das für die Umsetzung? Wie werden den Bürgerinnen und Bürgern die Daten zur Verfügung gestellt, damit sie diese abrufen können, ohne darum bitten zu müssen? Ziffer 1 bedeutet Bürgernähe, und dass der Kanton Bern kunden- und dienstleistungsorientiert arbeitet. Dazu gehört auch, dass unsere Forderung in Ziffer 1 in den ICT-Strategien, die am Laufen sind, mitgenommen und eingebaut wird.

La présidente. Wir kommen zu den Mitmotionären. Für die glp spricht Grossrat Alberucci.

Luca Alberucci, Ostermundigen (pvl). Die glp-Fraktion ist erfreut, dass sich der Regierungsrat mit den Themen Open Source und Open Data weiterhin auseinandersetzen will. Wir unterstützen diesen Vorstoss im Grundsatz. Ziffer 1 möchte ich als Mitmotionär – und ebenfalls meine Fraktion – als Motion überwiesen haben. Nicht sicherheitskritische und nicht personenbezogene Daten sollen gemäss Ziffer 1 konsequent auf einem Open-Data-Portal zur Verfügung gestellt werden. Der Regierungsrat argumentiert, das sei aufgrund der dezentralen Organisation der Statistik im Kanton Bern schwierig. Zudem sagt er, dass dort die maschinenlesbaren Formate zur Verfügung gestellt würden. Es sei unerlässlich, dass die Daten auch einer breiten Öffentlichkeit zugänglich seien. Implizit meint er, das sei jetzt nicht der Fall. Dieser Argumentation können wir nicht folgen. Gehen Sie einmal auf dieses Portal, www.opendata.swiss. Es lohnt sich. Was sieht man dort? Man sieht dort eine Ansammlung von Daten und Informationen aus vielen relevanten Bereichen. Diese Informationen sind in ihren Ursprungsformaten bereitgestellt. Das heisst, dass die Bereitstellung dieser Informationen keinen wahnsinnigen Aufwand bedeuten kann, wenn keine Formatänderungen gemacht werden müssen. Genau diese Vereinheitlichung der Formate, zum Beispiel eine grafische Darstellung, wollen wir eben nicht. Das würde wahrscheinlich zu einem extrem Ressourcen verschwendenden IT-Projekt ausarten.

Selbst ich als Nicht-Datenspezialist war gestern hier am Pult in der Lage, mehr als 50 Prozent der Daten auf meinem Laptop zu lesen. Das heisst, dass wir mit einem geringen Aufwand in der Lage sind, selbst Leute wie mich – und wahrscheinlich Sie alle – mit wichtiger, öffentlich zugänglicher Information zu füttern. So fördern wir die Transparenz des Kantons und der Tätigkeiten verschiedener Bereiche. Deshalb wird die glp Ziffer 1 mehrheitlich auch als Motion unterstützen.

La présidente. Als Mitmotionärin spricht Grossrätin Machado.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Ich spreche hier, weil wir im November 2014 ein Postulat überwiesen haben, welches die Einführung von Open Government Data verlangte. Das Postulat wurde im Januar 2017 mit der Begründung abgeschrieben, die Regierung wolle sich zuerst auf Be-Gever 2022 konzentrieren und dieses Geschäftsverwaltungssystem einführen. Aus diesem Grund ist es wichtig, dass wir Ziffer 1 als Motion überweisen und nicht als Postulat. Letzteres birgt die Gefahr, dass es wieder abgeschrieben wird.

La présidente. Dann sind wir jetzt bei den Fraktionen. Für die SVP-Fraktion spricht Grossrat Fuchs.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Dieser Vorstoss klingt recht gut: Steuergelder sparen. Sogar die Grünen und andere, die sonst nicht fürs Sparen bekannt sind, unterstützen ihn teilweise. Das lässt einen bereits misstrauisch werden, ob hier wirklich Steuergelder gespart werden. Wir sind der Meinung, hier wäre das Motto «nume nid gschprängt» wahrscheinlich besser angebracht und lehnen den Vorstoss sowohl als Motion wie auch als Postulat ab. Im Kanton wird in der IT bereits recht viel gemacht. Man hat die Möglichkeiten erkannt, und wo nötig wird gemacht, was es braucht. Es ist nicht so, dass die Leute alle darauf warten, dass man sofort bei diesen Open-Government-Portalen und Open Source Software mitmacht.

Auf www.opendata.swiss hat es 2214 Datensätze. Wow, wahnsinnig, wie viele Leute sich das wahrscheinlich ansehen! Man kann zum Beispiel «Handel» eingeben, und dann kommen als erstes

Indien-Bilder der Gebrüder Volkart. Entschuldigung, aber da wird wahrscheinlich schon ein bisschen gross aufgespielt und das Gefühl vermittelt, der Kanton Bern müsse hier mitmachen. Wir sind der Meinung, Steuergelder könnten besser investiert werden. Es gibt viel wichtigere Projekte in diesem Kanton. Darum bitten wir Sie, die Vorstösse klar abzulehnen. Das bringt im Moment wenig bis nichts ausser vielleicht zwei, drei Stimmen für die Grünen.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Je serai très bref. La problématique soulevée par cette motion est claire, et je ne vais pas revenir sur les points et arguments développés par mes prédécesseurs. Je ne m'attarderai rapidement que sur un seul point, le fait que le gouvernement réponde que «ce serait bien de le faire mais qu'on ne peut pas maintenant», ou qu'«on va le faire plus tard, quand le moment sera venu», ne peut nous satisfaire. Le canton de Berne doit, comme le demandent les motionnaires, prendre les devants et s'y atteler sans attendre. Pour cette raison et les arguments déjà mentionnés, le groupe socialiste va soutenir le premier point sous forme de motion, ainsi que le point 2, et je vous invite à en faire autant.

Daniel Klauser, Berne (Les Verts). Ich möchte Ihnen sagen, weshalb die Grünen diesen Vorstoss als Motion unterstützen und zwar bei beiden Ziffern. Grossrat Fuchs, ich kann Ihnen ein konkretes Beispiel aus meiner beruflichen Erfahrung nennen, weshalb das einerseits für diejenigen Sinn macht, welche die Daten brauchen und andererseits auch für den Kanton. Ich brauchte bei meinem früheren Job immer wieder so genannte Laserscanning-Daten vom Kanton. Das sind Daten, die der Kanton erhebt. Mit einem Flugzeug wird ein Gebiet überflogen und die Oberfläche abgetastet. Diese Daten kann man für verschiedenste Anwendungen benutzen. Der Kanton gibt diese Daten gratis ab, ausser es koste eine Bearbeitungsgebühr. Es bedeutet für mich einen Aufwand, diese Daten zu bestellen, weil ich genau sagen muss, welchen Teil davon ich brauche. Auf Seiten des Kantons ist jemand dort, der nachher die Daten aufbereitet und sie mir schickt. In anderen Kantonen werden diese Daten einfach zum Download bereitgestellt. Ich kann das automatisieren, die Daten herunterladen und benutzen. Das ist für mich als Nutzer eine Erleichterung, und es ist für den Kanton eine Erleichterung, weil nicht jedes Mal, wenn einer Daten braucht, jemand diese aufbereiten und bereitstellen muss. Open Government Data nutzt eben genau die Idee, dass man Daten bereitstellt und sich die Leute selber bedienen. Damit sinkt auch der Aufwand derjenigen, welche die Daten zur Verfügung stellen. In dem Sinn ist es eine Win-win-Situation. Es ist auch Wirtschaftsförderung, die dadurch betrieben wird. Wenn die Daten verfügbar gemacht werden, braucht man sie auch häufiger. Das hilft gerade kleinen Firmen, neue Produkte zu entwickeln. In dem Sinn bitte ich insbesondere die Parteien, die sich immer dafür einsetzen, dass man die Wirtschaft stärkt, Ziffer 1 als Motion zu überweisen.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR). Die FDP machte Freudensprünge ab dem Titel dieses Vorstosses. Könnte man separat darüber abstimmen, würden wir ihn einstimmig als Motion annehmen. Bei den Ziffern 1 und 2 sind wir in der Fraktion ein bisschen gespalten. Wir werden dem Regierungsrat folgen. Ich möchte aber bekannt geben, dass einige von uns sich enthalten oder ablehnen. Ich war letzte Woche auch ein bisschen auf diesem Portal. Die Daten des Bundes sind sehr interessant. 95 Prozent der Daten, die der Bund zur Verfügung stellt, sind einfach ein Link auf das Bundesamt für Statistik. Ich bin auch nicht so begeistert von der Qualität des Portals. Ebenfalls hatte ich gestern Abend einen Anlass eines Wirtschaftsverbands. Ich sprach etwa mit 30 Firmen und fragte, ob sie das Portal kennen und nutzen würden. Von diesen 30 Firmen fragte jeder, was das genau sei. «Nein, noch nie gebraucht und noch nie davon gehört.» Das Bedürfnis danach ist nicht gerade sehr gross. Sollte der Regierungsrat bereit sein, bei diesem Vorstoss mitzuhelfen und einen Beitrag dazu zu leisten, dann soll er das machen. Die Begeisterung und die Energie der FDP halten sich in einem beschränkten Rahmen. Ziffer 1 unterstützen wir maximal als Postulat. Einige werden sich enthalten oder ablehnen. Zu Ziffer 2: Wenn der Regierungsrat das machen will, wollen wir ihm nicht vor dem Glück stehen.

Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD). Vieles zu diesem Thema wurde gesagt. Ich fasse mich deshalb relativ kurz. Die freie Zugänglichkeit zu Daten aus der öffentlichen Verwaltung – vorausgesetzt, sie sind nicht sicherheitskritisch oder personenbezogen – ist in der heutigen Zeit aus Sicht der BDP keine Extraleistung mehr, sondern ein «must have» auch für den Kanton Bern. Seien es Daten oder Software-Applikationen: Eine niederschwellige und einfache, jeder Zeit verfügbare Zugänglichkeit ist in der heutigen digitalen Welt unabdingbar und eine von den Usern geschätzte und mehr als nur

wünschenswerte Anforderung. Die Zugänglichkeit bietet viele Vorteile. Alle wurden schon genannt. Der Kanton Bern ist gegenüber seinen Gemeinden, den verschiedenen Ämtern und schlussendlich auch gegenüber jedem Steuerzahler ein Dienstleister, der, wie der Name es schon sagt, eine Dienstleistung gegenüber Kunden erbringen muss. Diese soll von hoher Qualität und insbesondere an die Bedürfnisse der Kunden angepasst sein, damit sie auch genutzt wird.

Ein etwas kritisches Auge richten wir auf die Personalkosten, die insbesondere in Bezug zu Ziffer 1 steigen könnten. Das macht uns stutzig. Darum wurde Ziffer 1 bei uns kritisch beurteilt. Aus diesem Grund unterstützt nur ein Teil der BDP-Fraktion diesen Vorstoss in beiden Ziffern als Motion. Falls Ziffer 1 in ein Postulat gewandelt wird, nehmen wir dieses selbstverständlich einstimmig an. Ziffer 2 ist bei uns als Motion unbestritten.

La présidente. Wir führen eine freie Debatte. Ich sehe keine Fraktions- oder Einzelsprecher mehr. – Die Motionärin meldet sich. Möchten Sie vor oder nach der Regierungsrätin sprechen? – Nach der Regierungsrätin. Somit übergebe ich ihr das Wort.

Beatrice Simon, directrice des finances. Es ist tatsächlich so, dass die Bedeutung strukturierter Daten immer mehr zunimmt, vor allem in der zunehmenden Digitalisierung unserer Welt: Digitalisierung im Staat, in der Wirtschaft, aber auch in der Gesellschaft. Immer häufiger hört man, dass gerade im 21. Jahrhundert Daten einer der wichtigsten «Rohstoffe» der Schweiz seien. Der Regierungsrat unterstützt das Anliegen, dass dieser Rohstoff unseren Bürgerinnen und Bürgern im Kanton aber auch den Unternehmungen so gut wie möglich zur Verfügung stehen soll.

Es geht auch darum, dass diese Daten mit Steuergeldern erhoben wurden, und daher sollen sie grundsätzlich auch zur Verfügung stehen. Es soll auch gratis sein. Das ist eigentlich auch der Gedanke hinter dem Begriff «Open Government Data». Trotzdem empfehlen wir Ziffer 1 der Motion nur zur Annahme als Postulat. Es gab eine Zeit lange vor Ihrer Zeit im Amt, als der Grosse Rat beschloss, die kantonalen Statistikämter zu schliessen. Wenn heute andere Kantone genannt werden, die das locker machen können, dann handelt es sich um Kantone, die noch ein statistisches Amt haben. Der Kanton Bern hat das seit über 20 Jahren nicht mehr. Die Daten, über die wir diskutieren, sind eben genau solche Daten, die von einem kantonalen statistischen Amt erhoben und aufbereitet werden. Das ist im Kanton Bern nicht der Fall. Jede Direktion und jedes Amt bereitet die Daten für sich auf. Sollen die Daten allen zugänglich sein, besteht ein grosser Bedarf an Personal. Uns fehlen aktuell die Fachleute. Aber es fehlen uns auch die Ressourcen, um die Daten einheitlich und strukturiert aufzubereiten. Nur so könnten sie auf einem nationalen Portal zur Verfügung gestellt werden. Es wurde zuvor schon kurz erwähnt: Wir befinden uns in einer Diskussion eines Entlastungspakets. Da müssen wir die Ressourcen definitiv bündeln.

Zudem gibt es auch auf nationaler Ebene diverse Fragen zur Zukunft von Open Data und Swiss Portal, die geklärt werden müssen. Darum möchte sich der Regierungsrat in den nächsten Jahren darauf konzentrieren, die vorhandenen Daten erst einmal zu koordinieren und danach so gut wie möglich verfügbar zu machen. Im Rahmen der Arbeiten zur E-Government-Strategie werden wir nach Wegen suchen, wie wir mittelfristig diese Daten noch strukturierter und zentraler erheben und anschliessend veröffentlichen können.

Mit Ziffer 2 sind wir einverstanden. Das ist eigentlich auch kein Problem. Aber bei Ziffer 1 haben wir eine Differenz. Ich bitte Sie, Ziffer 1 nur als Postulat anzunehmen, weil uns im Moment schlicht die Ressourcen fehlen, um die Daten so aufzubereiten, dass diese korrekt zur Verfügung gestellt werden können.

La présidente. Die Motionärin hat noch einmal das Wort.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Wir möchten auch bei Ziffer 1 an der Motion festhalten. Wir betrachten unseren Vorstoss als schlanke und offensive Lösung. Ich habe zuvor schon die wirtschaftlich starken Kantone erwähnt, die das bereits machen. Es ist nur richtig, wenn der Kanton Bern gleichzieht und in die Offensive geht. Es nützt nichts, wenn wir immer nur vom Sparen reden und der Wirtschaft nicht ein besseres Klima bieten. Das ist ein sehr kleines Mosaiksteinchen für dieses bessere Klima.

Zu Grossrat Reinhart möchte ich einfach sagen, dass es nicht unbedingt ein Nachteil ist, wenn auf dieser Webseite Links vorhanden sind. Dadurch werden immer wieder neue Bereiche freigelegt, wenn man einen Link anklicken kann, der zu neuen Informationen führt. Ich sehe nicht ein, warum das schlecht sein sollte.

La présidente. Damit kommen wir zur Abstimmung zu Traktandum 54. Sie haben es gehört: Die Motionärin wandelt nicht. Wir stimmen ziffernweise ab. Wer Ziffer 1 als Motion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 71

Non 72

Abstentions 4

La présidente. Sie haben Ziffer 1 der Motion abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 2. Wer diese annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 98

Non 48

Abstentions 2

La présidente. Sie haben Ziffer 2 angenommen. Damit sind wir am Ende der Geschäfte der Finanzdirektion angelangt. Ich bedanke mich herzlich bei Frau Regierungsrätin Simon und wünsche ihr einen guten Tag.